
TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS	V
AVANT-PROPOS	VII
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
§ 1. Présentation de la procédure civile	1
A. Procédure civile, droit judiciaire privé ou contentieux judiciaire	1
B. Conflits et litiges	5
C. L'interdiction de la justice privée	8
§ 2. Problèmes généraux de procédure civile	11
A. Les limites de la procédure civile	12
B. Les finalités de la procédure civile	19
§ 3. Introduction à l'étude du droit positif	21
A. Le Code de procédure civile	21
B. Les autres textes	26
C. La jurisprudence	29
D. La doctrine	34
§ 4. Éléments de procédure civile	38

PREMIÈRE PARTIE L'ACTION EN JUSTICE	43
TITRE 1 LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU SUR LE FOND DE SES PRÉTENTIONS	45
CHAPITRE 1 La sélection des prétentions recevables	47
SECTION 1 LE FONDEMENT DE LA RECEVABILITÉ DES PRÉTENTIONS	47
§ 1. La distinction du bien-fondé et de la recevabilité des prétentions	48
§ 2. La distinction du droit et de l'action	50
§ 3. La distinction des défenses au fond et des fins de non-recevoir	52
SECTION 2 APPRÉCIATION CRITIQUE	54
CHAPITRE 2 Le droit à un recours effectif	59
SECTION 1 CARACTÈRE LIBRE	60
§ 1. Le droit d'agir en justice, droit fondamental	60
A. La protection juridictionnelle du droit d'agir en justice	61
B. La solidarité à l'égard du droit d'agir en justice : l'aide juridictionnelle	63
§ 2. Le droit d'agir à tort	64
A. Impunité de celui qui a agi à tort	64
B. Sanction de l'abus de droit d'agir	65
SECTION 2 CARACTÈRE FACULTATIF	66
§ 1. Nul n'est obligé d'agir en justice	66
§ 2. Office du juge à l'égard du droit d'agir	68
§ 3. Aménagements conventionnels du droit d'agir	69
TITRE 2 CONDITIONS DE RECEVABILITÉ DES PRÉTENTIONS	71
CHAPITRE 1 L'intérêt direct et personnel	73
SECTION 1 PRINCIPE DE L'IRRECEVABILITÉ DES PRÉTENTIONS POUR AUTRUI	73
§ 1. Le droit d'agir du demandeur	74
A. La distinction entre actions banales et actions attitrées	74
B. La distinction entre les actions d'une personne morale et celles de ses membres	76

C. La distinction entre les actions en justice des associations	77
§ 2. Le droit d'agir du défendeur	79
SECTION 2 HABILITATIONS À AGIR	80
§ 1. Habilitations à agir en représentation d'autrui	82
A. Les actions individuelles	82
B. Les actions collectives	84
C. Les actions de groupe	85
§ 2. Habilitations à agir des organisations représentatives	87
CHAPITRE 2 L'intérêt sérieux et légitime	90
SECTION 1 PRÉTENTIONS HEURTANT UNE AUTORITÉ LÉGITIME	91
§ 1. L'autorité de la chose jugée	91
§ 2. L'autorité de la chose transigée	93
§ 3. L'autorité des quittances pour solde de tout compte	94
§ 4. L'autorité des clauses de non-recours	95
SECTION 2 PRÉTENTIONS INDIGNES D'UN EXAMEN AU FOND	96
§ 1. Prétentions illogiques	96
§ 2. Prétentions dérisoires	98
§ 3. Prétentions illicites ou immorales	99
SECTION 3 PRÉTENTIONS INCIDENTES SANS LIEN SUFFISANT AVEC LES PRÉTENTIONS ORIGINAIRES	102
CHAPITRE 3 L'intérêt né et actuel	105
SECTION 1 PRÉTENTIONS PRÉMATURÉES	105
§ 1. Les actions préventives	106
A. Les actions déclaratoires	106
B. Les actions interrogatoires	107
C. Les actions conservatoires	108
§ 2. Les préalables obligatoires de conciliation	109
SECTION 2 PRÉTENTIONS TARDIVES	111
§ 1. Les délais pour agir	111
§ 2. Le décès d'une partie	113
§ 3. La réconciliation des époux	113

DEUXIÈME PARTIE LA COMPÉTENCE	115
TITRE 1 LA DÉSIGNATION DE LA JURIDICTION COMPÉTENTE	121
CHAPITRE 1 La compétence d'attribution	123
SECTION 1 ATTRIBUTIONS RESPECTIVES DES JURIDICTIONS	124
§ 1. Juridictions de droit commun et juridictions d'exception	124
A. Attribution en raison du montant de la demande	125
B. Attribution en raison de la nature de l'affaire	127
§ 2. Juridictions judiciaires et juridictions administratives	132
§ 3. Juridictions étatiques et juridictions arbitrales	135
A. Généralités sur l'arbitrage	136
B. Les conventions d'arbitrage	139
SECTION 2 LES OPTIONS DE COMPÉTENCE	142
§ 1. Option générale de compétence entre les juridictions des référés et les juridictions du principal	144
A. Généralités sur le référé	144
B. Régime de l'option de compétence entre les référés et le fond	146
§ 2. Options de compétence en matière de réparation du dommage causé par une infraction	150
CHAPITRE 2 La compétence territoriale	154
SECTION 1 RÈGLE GÉNÉRALE : LIEU OÙ DEMEURE LE DÉFENDEUR ...	155
§ 1. Le défendeur personne physique	155
§ 2. Le défendeur personne morale	156
SECTION 2 RÈGLES SPÉCIALES	158
§ 1. Règles favorables au demandeur	159
§ 2. Règles de bonne administration de la justice	160
§ 3. Règles en matière familiale	162
TITRE 2 LES INCIDENTS DE COMPÉTENCE	165
CHAPITRE 1 Les prorogations de compétence	167
SECTION 1 ÉVITER LES DIVISIONS INUTILES	169
§ 1. Pluralité de défendeurs initiaux	169
§ 2. Mise en cause d'un tiers en cours d'instance	170
§ 3. Demandes incidentes	170

§ 4. Moyens de défense.....	172
A. Le juge de l'action est juge de l'exception.....	172
B. Exception : les questions préjudicielles.....	172
SECTION 2 RÉUNIR CE QUI EST INUTILEMENT DIVISÉ	175
§ 1. Réunir les affaires connexes.....	176
§ 2. Réunir les procès portant sur le même litige.....	178
CHAPITRE 2 L'exception d'incompétence	180
SECTION 1 RECEVABILITÉ DE L'EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE	182
§ 1. L'incompétence soulevée par le défendeur.....	182
§ 2. L'incompétence relevée d'office par le juge.....	183
SECTION 2 PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DE L'EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE	184
§ 1. Le règlement distinct de l'exception d'incompétence.....	184
A. Contenu de la décision sur la compétence.....	185
B. Appel contre la décision statuant sur la compétence.....	186
§ 2. Le règlement simultané de l'exception d'incompétence et du fond du litige.....	187
TROISIÈME PARTIE LA SAISINE	189
TITRE 1 L'INTELLIGENCE DU LITIGE PAR LE JUGE	191
CHAPITRE 1 Notion de saisine	192
SECTION 1 DÉFINITION	192
§ 1. Ce que le juge ne doit pas ignorer.....	193
§ 2. Ce que le juge doit ignorer.....	195
SECTION 2 DISTINCTIONS	196
§ 1. Saisine et compétence.....	196
§ 2. Saisine et action.....	197
§ 3. Saisine et demande.....	197
CHAPITRE 2 L'indépendance et l'impartialité du juge	199
SECTION 1 L'INDÉPENDANCE	200
§ 1. Indépendance à l'égard du législateur.....	200
§ 2. Indépendance à l'égard du gouvernement.....	201
§ 3. Indépendance à l'égard des parties.....	202

§ 4. Indépendance à l'égard des autres juridictions.....	203
§ 5. Indépendance à l'égard des médias.....	206
SECTION 2 L'IMPARTIALITÉ.....	206
§ 1. Définition de l'impartialité.....	207
A. Impartialité fonctionnelle.....	209
B. Impartialité personnelle.....	210
§ 2. Sanction de l'atteinte à l'exigence d'impartialité.....	211
TITRE 2 DÉTERMINATION DE L'ÉTENDUE DE LA SAISINE.....	215
CHAPITRE 1 Règles générales.....	216
SECTION 1 SAISINE <i>IN PERSONAM</i>	216
§ 1. L'obligation de statuer relativement aux parties.....	217
§ 2. L'interdiction des arrêts de règlement.....	217
§ 3. Le problème des « actions de groupe ».....	219
SECTION 2 SAISINE <i>IN REM</i>	223
§ 1. Les prétentions, objet du litige.....	223
§ 2. Les allégations, cause du litige.....	225
SECTION 3 SAISINE <i>IN JURE</i>	228
§ 1. L'interdiction de statuer en équité.....	229
§ 2. Le juge et les autres manières de comprendre les litiges.....	232
CHAPITRE 2 Règles spéciales à certaines matières.....	234
SECTION 1 EN MATIÈRE GRACIEUSE.....	234
SECTION 2 EN MATIÈRE DE RÉFÉRÉ.....	236
§ 1. Un juge qui n'est pas saisi du principal.....	237
A. L'interdiction de fixer les droits des parties.....	238
B. La liberté de comprendre le litige indépendamment des droits des parties.....	239
§ 2. Chefs de saisine du juge des référés.....	240
A. Cas d'urgence.....	240
B. Cas de dommage imminent ou de trouble manifestement illicite.....	241
C. Incident de paiement relatif à une obligation dont l'existence n'est pas sérieusement contestable.....	242
D. Établissement de la preuve d'un fait avant tout procès.....	244
E. Autres chefs de saisine.....	244

§ 3. Contestation de la saisine du juge des référés	245
SECTION 3 EN MATIÈRE D'ARBITRAGE	246
§ 1. Étendue de l'investiture de l'arbitre	246
§ 2. Étendue de la saisine du juge étatique en présence d'une clause compromissoire	247
CHAPITRE 3 Règles spécifiques à certaines juridictions	248
SECTION 1 LA SAISINE DE LA COUR D'APPEL	249
§ 1. Il n'est dévolu qu'autant qu'il est appelé	249
A. Cas de l'appel limité à certains chefs de jugement	249
B. Cas de l'appel général	251
§ 2. Il n'est dévolu qu'autant qu'il a été jugé	252
A. Dévolution des modalités de la saisine du premier juge	252
B. Cas de l'appel des jugements ne tranchant pas le fond du litige	253
C. Dévolution et renouvellement de la matière du litige	254
§ 3. Saisine de la cour d'appel de renvoi après cassation	256
SECTION 2 LA SAISINE DE LA COUR DE CASSATION	256
§ 1. Ce que la Cour de cassation ne connaît pas	257
§ 2. Ce que la Cour de cassation ne doit pas ignorer	260
QUATRIÈME PARTIE L'INSTANCE	263
TITRE 1 LA MISE EN ÉTAT DE L'AFFAIRE	265
CHAPITRE 1 Le principe accusatoire	269
SECTION 1 L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE	270
§ 1. L'introduction de l'instance par les parties	270
§ 2. L'interdiction de la saisine d'office du juge	272
SECTION 2 LA CONDUITE DE L'INSTANCE	273
§ 1. Les diligences des parties	273
§ 2. Les injonctions et les invitations du juge	277
A. Les injonctions	278
B. Les invitations	280
CHAPITRE 2 Le principe dispositif	282
SECTION 1 LES PRÉTENTIONS OBJET DU LITIGE	283

§ 1. Détermination de l'objet du litige par les parties	283
§ 2. Contrôle du juge des modifications de l'objet du litige en cours d'instance	286
SECTION 2 LES FAITS	287
§ 1. La charge de l'allégation des faits	287
§ 2. Le juge et les faits dans le débat	288
SECTION 3 LA PREUVE DES FAITS ALLÉGUÉS	289
§ 1. La charge de la preuve des faits	289
§ 2. Le rôle du juge en matière de preuve	291
SECTION 4 LE DROIT	293
§ 1. Rôle des parties	295
§ 2. Rôle du juge	297
A. Devoir du juge de trancher le litige conformément aux règles de droit qui lui sont applicables	297
B. Exceptions	298
§ 3. Contrôle de la Cour de cassation	300
CHAPITRE 3 Le principe de la contradiction	304
SECTION 1 LE CONTENTIEUX PAR DÉFAUT	307
§ 1. Le défaut de comparution	308
§ 2. Le défaut d'accomplissement des actes de procédure	310
SECTION 2 LA LOYAUTÉ DE L'ÉCHANGE DES CONCLUSIONS ET DE LA COMMUNICATION DES PIÈCES	311
§ 1. Obligations des parties	311
A. Contenu	312
B. Exécution loyale	312
§ 2. Obligations du juge	315
SECTION 3 LE CONTENTIEUX INVERSÉ : LES PROCÉDURES UNILATÉRALES SUR REQUÊTE	317
§ 1. L'injonction de payer	318
§ 2. Les mesures d'instruction <i>in futurum</i> sur requête	321
CHAPITRE 4 Le principe de conciliation	324
SECTION 1 LES ACCORDS DES PARTIES EN COURS D'INSTANCE	325
§ 1. Accords portant sur des droits dont les parties ont la libre disposition	325

§ 2. Accords portant sur des droits dont les parties n'ont pas la libre disposition	328
SECTION 2 L'INCITATION À LA CONCILIATION	329
§ 1. Les préliminaires légaux de conciliation	329
§ 2. Office du juge	330
TITRE 2. LE FORMALISME DE L'INSTANCE	333
CHAPITRE 1 Théorie générale du formalisme	334
SECTION 1 LA NOTIFICATION DES ACTES DE PROCÉDURE DES PARTIES DANS LES DÉLAIS IMPARTIS	336
§ 1. La représentation	337
A. La représentation <i>ad agendum</i>	338
B. La représentation <i>ad litem</i>	340
§ 2. La rédaction des actes de procédure	348
A. Généralités	348
B. Exemple : l'assignation	350
§ 3. La notification des actes de procédure	356
A. La notification par exploit d'huissier de justice : la signification	358
B. La notification en la forme ordinaire	360
C. Les notifications entre avocats	361
§ 4. Les délais pour accomplir les actes de procédure	362
A. La computation des délais de procédure	363
B. L'aménagement des délais de procédure	364
SECTION 2 LA SANCTION DES VICES DE PROCÉDURE	365
§ 1. Sanction des vices relatifs à la représentation	367
§ 2. Sanction des vices affectant la rédaction et la notification des actes de procédure	369
§ 3. Sanction de l'inobservation des délais	372
A. Principe d'une sanction	372
B. Nature de la sanction encourue	372
C. Mise en œuvre de la sanction encourue	373
CHAPITRE 2 Typologie des formalités de mise en état	375
SECTION 1 LA MISE EN ÉTAT ORALE À L'AUDIENCE	377
§ 1. Modalités de comparution dans les procédures orales	377
§ 2. Le renvoi à une audience ultérieure	378

SECTION 2 LA MISE EN ÉTAT ÉCRITE AVANT L'AUDIENCE	379
§ 1. Formalités communes aux procédures devant le TGI et la cour d'appel.....	380
§ 2. Nature des délais devant le TGI et la cour d'appel.....	382
TITRE 3 LES CIRCONSTANCES DE L'INSTANCE	385
CHAPITRE 1 Les frais de l'instance	386
SECTION 1 L'AVANCE DES FRAIS	389
SECTION 2 LE RÈGLEMENT DES COMPTES	392
§ 1. La condamnation du perdant.....	393
A. Dépens.....	395
B. Frais non compris dans les dépens.....	395
C. Calcul des frais.....	397
§ 2. Exceptions.....	397
CHAPITRE 2 L'urgence	400
SECTION 1 CE QUE L'URGENCE JUSTIFIE	401
§ 1. L'accélération des procédures devant les juridictions du fond.....	401
A. Procédures d'urgence devant le TI et le tribunal de commerce : l'autorisation de réduire le délai de comparution.....	401
B. Procédure d'urgence devant le TGI : l'autorisation d'assigner à jour fixe.....	402
§ 2. L'éviction à titre provisoire du fond du droit : les référés..	404
A. Comparution devant le juge des référés.....	404
B. Délivrance du titre exécutoire.....	405
SECTION 2 CE QUE L'URGENCE NE JUSTIFIE PAS	406
§ 1. L'éviction du contradictoire.....	406
§ 2. L'éviction du juge.....	408
CHAPITRE 3 La pluralité de parties	410
SECTION 1 À L'ÉGARD DES PARTIES	410
§ 1. Adaptation de la demande à la pluralité de parties.....	411
A. Adaptation de la demande initiale.....	411
B. Les demandes incidentes en intervention d'un tiers.....	413
C. L'exception de connexité.....	417

§ 2. Les diligences à la charge des parties	417
A. Le principe de la divisibilité de l'instance quant aux parties	417
B. Limites au principe de la divisibilité de l'instance	418
SECTION 2 À L'ÉGARD DU JUGE	419
§ 1. Jonction et disjonction d'instances	420
A. Jonction d'instances	420
B. Disjonction d'instance	421
§ 2. Invitation à mettre en cause tous les intéressés	422
§ 3. Dispositions particulières à la mise en état devant le TGI	422
CHAPITRE 4 La preuve	424
SECTION 1 LES VÉRIFICATIONS PERSONNELLES DU JUGE	427
SECTION 2 LA COMPARUTION PERSONNELLE DES PARTIES	428
SECTION 3 LE RECUEIL DES TÉMOIGNAGES	429
SECTION 4 LA PRODUCTION DES ÉCRITS	431
SECTION 5 LA COMMISSION DES CONSTATS	433
SECTION 6 LA PRODUCTION DES EXPERTISES	435
 CINQUIÈME PARTIE L'AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE	 439
 TITRE 1 LES ACTES REVÊTUS DE L'AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE : LES JUGEMENTS	 443
CHAPITRE 1 Conditions de l'autorité de la chose jugée	445
SECTION 1 DISTINCTION DES JUGEMENTS ET DES ACTES DU JUGE QUI N'EN SONT PAS	445
§ 1. Les mesures d'administration judiciaire	446
§ 2. Les « donné acte »	447
SECTION 2 CONDITION DE VALIDITÉ DES JUGEMENTS	449
§ 1. Les conditions relatives à la composition de la juridiction	449
§ 2. Les conditions relatives à la délibération	450
§ 3. Les conditions relatives à la rédaction et au prononcé du jugement	451
A. Le contenu du jugement	451
B. Le prononcé du jugement	454

CHAPITRE 2 Limites de l'autorité de la chose jugée	455
SECTION 1 LIMITES TENANT AU CONTENU DU JUGEMENT	455
§ 1. Autorité de la chose jugée dans le dispositif	456
§ 2. Refus de l'autorité de la chose jugée dans les motifs	456
SECTION 2 LIMITES TENANT À L'AFFAIRE	459
§ 1. L'objet	460
§ 2. La cause	460
§ 3. Les parties	463
SECTION 3 LIMITES TENANT À LA SAISINE DU JUGE	464
§ 1. Spécificité de l'autorité de chose jugée des jugements avant-dire-droit	464
§ 2. Spécificité de l'autorité de chose jugée des ordonnances de référé	466
§ 3. Spécificité de l'autorité de chose jugée des jugements en matière gracieuse	467
§ 4. Spécificité de l'autorité de chose jugée des jugements en matière pénale	468
CHAPITRE 3 Conséquences de l'autorité de la chose jugée	471
SECTION 1 EFFETS DES JUGEMENTS	472
§ 1. À l'égard des parties	472
A. Effet substantiel des jugements	472
B. Effet procédural : la fin de non-recevoir tirée de la chose jugée	474
§ 2. À l'égard des tiers	476
§ 3. À l'égard du juge : le dessaisissement	477
SECTION 2 ATTRIBUTS DES JUGEMENTS	480
§ 1. La force exécutoire	481
A. De l'autorité de chose jugée à la force exécutoire	482
B. La force exécutoire des jugements exécutoires à titre provisoire	484
§ 2. La force probante	487
§ 3. Les intérêts moratoires	487
§ 4. L'hypothèque judiciaire	488
§ 5. La transcription sur les registres officiels	489
§ 6. L'interversion de la prescription	490

TITRE 2 LES VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS	491
CHAPITRE 1 Le principe du double degré de juridiction : l'appel	494
SECTION 1 LE DROIT D'APPEL	497
§ 1. Conditions de recevabilité des prétentions en appel	498
§ 2. Modalités de l'examen au fond des prétentions en appel ...	501
SECTION 2 LES RESTRICTIONS AU DROIT D'APPEL	502
§ 1. Les restrictions légitimes au droit d'appel	503
A. L'appel refusé à raison de la valeur du litige	504
B. L'appel refusé à raison de la nature du jugement	504
C. La radiation de l'appel pour inexécution du jugement exécutoire par provision	506
§ 2. Les restrictions illégitimes au droit d'appel : l'appel-nullité ou l'appel restauré	507
CHAPITRE 2 Les autres voies de recours	509
SECTION 1 LE RESPECT DE LA CONTRADICTION	512
§ 1. L'opposition à un jugement rendu par défaut	512
§ 2. L'opposition à une ordonnance d'injonction de payer	513
§ 3. La tierce-opposition	514
§ 4. Le référé sur requête	516
SECTION 2 LE RESPECT DU DROIT	517
§ 1. Le pourvoi en cassation	517
§ 2. Le recours en annulation contre les sentences arbitrales ...	521
§ 3. La requête en retranchement	522
§ 4. Le réexamen en matière civile	523
SECTION 3 LE RESPECT DE LA VÉRITÉ : LE RECOURS EN RÉVISION	524
SECTION 4 LES VOIES DE RECOURS INCLASSABLES	525
§ 1. Le déferé des ordonnances du conseiller de la mise en état	525
§ 2. La rétractation du juge sur déclaration d'appel en matière gracieuse	526
§ 3. Le rabat d'arrêt	526
TITRE 3 LES VOIES DE DROIT APRÈS LES JUGEMENTS	529
CHAPITRE 1 Responsabilité de l'État	531

SECTION 1 FONCTIONNEMENT DÉFECTUEUX DU SERVICE DE LA JUSTICE	531
SECTION 2 FAUTE PERSONNELLE DU JUGE	534
§ 1. Les juges magistrats de l'ordre judiciaire.....	534
§ 2. Les autres juges.....	535
CHAPITRE 2 La responsabilité des auxiliaires de justice	537
BIBLIOGRAPHIE	541
Manuels	541
Encyclopédies	542
Revue de jurisprudence	542
INDEX	543